

Journal conjoint

MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE
DE MONTRÉAL



50 ANS DE LUTTES



Les pommes pourries sont au parlement!

La semaine des chômeur.es a eu lieu du 30 octobre au 3 novembre dernier. Une semaine remplie d'actions afin de déranger le quotidien des députés ! ... (suite à la p.3)

Communautaire évincé!

Le 31 décembre 2023, huit organismes communautaires ont été évincés du 1691 boulevard Pie-IX par le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM). (suite à la p.4)

Parcours de combattant.es

Mercredi à 13h00, Montréal. Bureau du MAC de Montréal. Yailin Garcia (nom fictif) arrive à nos bureaux avec son gros dossier de papperasse. Elle ne parle qu'espagnol, mais elle a le courage de venir nous voir malgré la honte... (suite à la p.8)



Qui sommes-nous ?



Fondé en 1987 par des chômeur.ses du quartier Hochelaga-Maisonneuve, le Comité Chômage de l'Est de Montréal (CEEM) s'est donné comme but premier d'informer et de soutenir gratuitement les travailleur.ses aux prises avec des questions et des problèmes de chômage.

MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE
DE MONTRÉAL



50 ANS DE LUTTES

Le Mouvement Action-Chômage (MAC) de Montréal est le plus ancien groupe de défense des droits en matière d'assurance-chômage au Canada, alors que ses origines remontent à 1970. Depuis, il informe et défend les sans-emploi tout en visant la sauvegarde et l'amélioration du régime.



Tout comme une quinzaine d'organismes similaires répartis un peu partout sur le territoire québécois, nos deux groupes font partie du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (le MASSE). C'est en demeurant uni.es et solidaires que nous pourrons mettre fin au saccage de l'assurance-chômage et obtenir un vrai régime qui répondra à nos besoins !

Sommaire

Les pommes pourries au parlement!	3
Le communautaire évincé	4
Tour d'horizon	6
Parcours de combattant.es	8
Conférence pancanadienne d'urgence	10
L'horloge tourne...	12
Le conseil des appels	13
Pousse, mais poussettes égales	14
Avis du tribunal	15



Les pommes pourries sont au parlement!

Semaine nationale des chômeurs et chômeuses 2023



(suite de la une) Des actions ont eu lieu partout au Québec et même à l'extérieur de la province – Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Île du prince-Edouard et en Ontario. Ces actions concertées à travers l'Est du Canada démontre bien que la solidarité des chômeurs et des chômeuses est plus grande que ce que les députés ne souhaitent voir. Ces actions ont été mené par le MASSE, l'Alliance interprovinciale de l'Assurance-Emploi, un regroupement d'organismes et de syndicats, dont la CSN et la FTQ.

Tous ont fait des actions aux bureaux des députés ou dans un centre Service Canada pour réclamer la même chose: **UNE RÉFOME DE L'ASSURANCE-EMPLOI**. Que ce soit le dépôt de citrouilles revendicatrices d'Action Dignité Lanaudière ou le phone zap de Justice for workers, nous avons tous la même écœurantite très, très, très aigue. Depuis 2015, le gouvernement Trudeau nous promet une réforme qui n'arrive pas. Pire encore, les ministres qui se sont succédé.e.s mettent toujours le dossier de l'assurance-chômage au deuxième plan ; alors que la pandémie a démontré de façon grandiose que le régime actuel n'est pas adéquat. Tellement qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean, une marche funèbre a été organisé pour les espoirs d'une réforme, enterrant les promesses en l'air d'un gouvernement qui craint maintenant la montée des Conservateurs.

Malgré le contexte de sourde oreille, les groupes ne lâchent pas ! Le mercredi 1er novembre, près d'une centaine de personne se sont rassemblées devant le bureau de Justin Trudeau à Montréal. Des personnes provenant des syndicats et du milieu communautaire et ce, de plusieurs régions au Québec. Les manifestant. es ont déversés des pommes pourries devant les locaux parce que les pommes pourries sont au parlement! Quand on laisse des promesses marinées trop longtemps, ça pourrie!

Le gouvernement se doit de comprendre que nos revendications ne sont pas des demandes sorties de nulle part, mais elles sont le fruit de notre travail auprès des chômeurs et chômeuses qui en arrachent; auprès des travailleur.ses saisonniers qui vivent le trou noir; des personnes discriminées après leur accouchement et leur congé parentale; des travailleuses à temps partiel; des travailleurs immigrants. Ce que le gouvernement semble oublié du haut de son parlement.

Les groupes continueront à se battre pour un régime juste et universel, exempt de discrimination. Une réforme doit prendre forme !



Le communautaire évincé

NON au désengagement de l'État envers les infrastructures communautaires!

(suite de la une) ... Pendant un an, ces organismes ont mis en œuvre différentes actions pour tenter de préserver le Centre d'éducation populaire situé au cœur d'Hochelaga-Maisonneuve

Le CSSDM a finalement offert une relocalisation temporaire au Pavillon d'Éducation Communautaire (PEC) dans un bâtiment du quartier leur appartenant. Aucune offre de relocalisation n'a cependant été proposée aux autres groupes logés au 1691 Pie-IX, soit La Table de quartier d'Hochelaga-Maisonneuve, le Comité BAILS, Entraide Logement, Le Tour de lire, le Comité Chômage de l'Est de Montréal, le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi, l'Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain et le Collectif d'édition et d'impression La Guillotine. Le CSSDM a aussi refusé de leur accorder un délai supplémentaire pour se relocaliser. Ces groupes ont donc travaillé d'arrache-

pied pour trouver des nouveaux locaux appropriés pour leurs besoins. À une exception près, ces groupes ont dû se tourner vers le marché locatif privé. Pour la grande majorité de ces groupes, cela entraîne une augmentation considérable du budget affecté au loyer, s'accompagnant aussi dans certains cas d'une perte d'espace.

De plus, il va sans dire que les activités de ces groupes (des ateliers d'alphabétisation, de l'aide à la défense des droits des locataires, du soutien aux déclarations d'impôts, aux demandes d'aide sociale ou d'assurance-emploi, etc.) ont été grandement touchées durant cette période et que l'impact de cette éviction se fait encore ressentir aujourd'hui.

Face à cette situation, les organismes évincés par le CSSDM continueront de





de revendiquer auprès du Ministère de l'Éducation la sauvegarde du Centre d'éducation populaire d'Hochelaga-Maisonneuve, c'est-à-dire un bâtiment financé pleinement par de l'argent public afin que les maigres budgets des organismes ne soient pas affectés négativement par le fait de devoir se loger sur le marché privé.

Le gouvernement doit trouver des solutions pérennes pour maintenir les infrastructures nécessaires à la poursuite des initiatives des groupes populaires. Le modèle des Centres d'éducation populaire doit être préservé et souligné comme une solution permanente aux enjeux locatifs des organismes communautaires.

Voici les nouvelles adresses de nos groupes

- La Table de quartier d'Hochelaga-Maisonneuve est maintenant située au 4241 Adam, Montréal, Qc, H1V 1T1
- Le Comité BAILS, Entraide Logement, le Tour de lire, le Comité Chômage de l'Est de Montréal et le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi sont maintenant au 1935 Cuvillier, Montréal, Qc, H1W 3A4
- L'Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain se situe au 4039 Ste-Catherine Est, Montréal, Qc, H1W 2G9
- La Guillotine, collectif d'impression féministe a maintenant ses locaux au 2205 Parthenais, local 210, Montréal, QC H2K 3T3



Tour d'horizon

Les dernières nouvelles des groupes de chômeurs et chômeuses



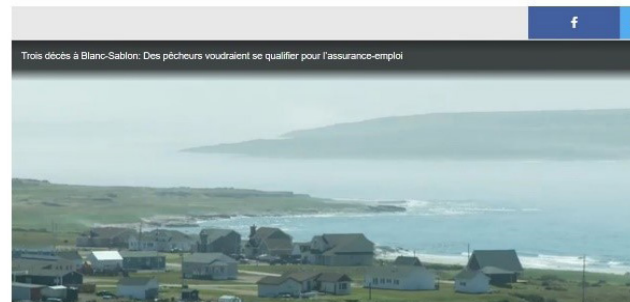
Action Dignité Lanaudière a organisé une rencontre avec le député fédéral, Gabriel Sainte-Marie, le 23 octobre dernier. Le MAC de Montréal et la permanence du MASSE se sont joint à cette rencontre. Il a été question de la situation à Joliette et ses alentours. Nous avons également discuté d'assurance-chômage et d'une réforme qui se fait toujours attendre. Cet espace a été utilisé par les personnes présentes pour expliquer la réalité des groupes de chômeur.euses qui défendent les prestataires au quotidien. Il a finalement été question du travail des agent.e.s de Service Canada et le guide de détermination de l'admissibilité, guide utilisé par ces derniers pour prendre des décisions. Une rencontre productive !

Le 11 octobre dernier, près de 200 manifestations ont répondu à l'appel du MAC Gaspésie et les Îles, Pabok Inc alors qu'une usine de transformation de crevettes a fermé plus tôt qu'à l'habitude. Ainsi, plusieurs travailleurs et travailleuses se sont retrouvés sans chômage car ils n'ont pas pu accumuler le nombre d'heures nécessaires pour se qualifier. Un rappel frappant que sur le plancher des vaches, le manque de réforme affecte de façon tragique les travailleurs et les travailleuses.



Trois décès à Blanc-Sablon: des pêcheurs voudraient se qualifier pour l'assurance-emploi

Cimon Charest | TVA Nouvelles | Publié le 27 septembre 2023 à 20 h 13 - Mis à jour à 11 h 29



Une tragédie est survenue sur la Côte-Nord cet automne. Trois pêcheurs sont décédés en mer. Ils ont décidé de prendre l'eau pour tenter d'accumuler le plus d'heures possibles pour se qualifier au chômage pour survivre cet hiver. Nous étions sans mots devant une telle horreur! Le gouvernement a du sang sur les mains! Une réforme de l'assurance-emploi, ce n'est pas un caprice de pelleteux de nuages, c'est une nécessité. Toutes nos condoléances aux familles.

Nos camarades de la Côte-Nord ont fêté leur vingtième anniversaire ! 20 ans à défendre les droits des chômeurs et chômeuses de la région. Line Sirosis sait mettre de l'avant la question du travail saisonnier et de la dévitalisation des régions. On souhaite une belle continuation à nos ami.e.s d'Action-Chômage Côte-Nord. La lutte continue!



Des lettres d'amour pour Justin! Ne laisse pas passer la chance d'être aimé par les chômeurs et chômeuses. Nous demandons à Justin de cesser ses promesses en l'air et de nous aimer comme il se doit... avec un bouquet de fleurs, du chocolat et une réforme!



Le 28 février dernier, les groupes du MASSE et le MASSE étaient à Gatineau, au bureau de l'Emploi et du développement social du Canada, en compagnie de ses alliés syndicaux et communautaires pour faire volte-face au gouvernement libéral qui refuse de réformer le régime d'assurance-chômage! Ça suffit le mépris! Exigeons des gestes concrets!

Dans l'attente du dépôt du budget fédéral, le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE) et ses membres, accompagnés par leurs alliés, ont fait parvenir à Randy Boissonault, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, plusieurs dizaines de portefeuilles et de sacs vides. Cette action a eu lieu dans la semaine du 4 au 8 mars et vise à attirer l'attention sur la situation difficile vécue par les chômeurs et les chômeuses, et à presser le gouvernement d'agir dans le dossier de l'assurance-chômage.



Parcours de combattant.es

Le courage des personnes allophones et racisées face à la Commission



(suite de la une) ... Elle entre dans nos bureaux, processus qu'elle a dû faire de nombreuses fois car, malheureusement, elle s'est fait barouetter comme une balle de ping pong d'une place à une autre.

Pour faire défendre son droit au chômage, elle a d'abord été voir les ressources humaines de l'agence de placement pour laquelle elle travaillait. En effet, suite à un accident de travail, Yailin se retrouve en douleur et incapable de travailler. L'agence lui ordonne d'aller voir un médecin au privé pour qu'elle se soigne. Celle-ci omet de mentionner la CNESST ni la responsabilité de l'employeur en cas d'accident de travail. L'agence souhaitait évidemment que Yailin ne connaisse pas ses droits et retourne travailler le plus rapidement possible.

Les agences de placement sont des parasites qui exploitent des travailleurs.es souvent en position de vulnérabilité par le fait qu'ils sont racisés, immigrants et/ou allophones. D'ailleurs, être allophone

au Québec, c'est avoir la pression d'aller apprendre le français et de trop peu de ressources accessibles dans notre langue maternelle.

Yailin, a connu l'existence de la CNESST trop tardivement, qui lui a dit qu'elle s'était prise trop tard pour ses démarches. Elle s'est ensuite promené(e) entre les organismes communautaires d'aide aux immigrant.e.s et les bureaux de Service Canada pour tenter d'obtenir son chômage maladie, elle se sentait comme si elle demandait des faveurs, comme si elle était une charge pour la société.

Quand elle met le pied dans nos bureaux, cela fait cinq mois qu'elle n'a pas de revenu. Elle a des difficultés financières évidentes. À deux collègues, nous tentons de démêler tous les papiers qu'elle nous présente. On se rend rapidement compte que l'employeur a fait n'importe quoi. Yailin connaissait un peu ses droits et savait que son relevé d'emploi devait être corrigé. L'employeur, une agence de

placement, a modifié le relevé d'emploi à la main sur sa copie, sans en envoyer une autre copie à la Commission.

Elle nous raconte qu'elle a été plusieurs fois dans les centres Service Canada sans jamais recevoir de l'aide... alors que la Commission a mis des services en place pour les personnes allophones. Comment se fait-il que Yailin s'est fait offrir aucune aide par l'instance qui devait l'aider?

Cette situation fictive et inspirée des faits réels est le cas de nombreuses personnes qui passent dans les bureaux de groupes de chômeuses et chômeurs. C'est inacceptable! Par contre, toujours anecdotique parce qu'il n'y a aucune donnée recueillie par les instances gouvernementales.

Le MAC de Montréal a donc décidé de prendre en main ce volet et trouver des pistes de solution du mieux qu'on peut. Nous étions tannés.es d'être impuissantes face à la discrimination et au racisme clair de Service Canada et de la Commission d'Assurance-Emploi. Depuis août 2023, nous avons lancé le projet Personnes racisées, immigrantes, réfugiées ou demandeuses d'asile et l'assurance-

chômage : portrait, solutions, concertation. Avec ce projet, nous souhaitons d'abord modifier, améliorer et adapter les pratiques en éducation populaire et en défense de droits du MAC de Montréal pour mieux rejoindre et soutenir les populations concernées.

Comme il existe peu d'études qui analysent les expériences des chômeur.euse.s appartenant aux populations minorisées lorsque des motifs multiples d'oppression entrent en jeu, la recherche nous permettra de mieux comprendre comment se vit l'expérience du chômage lorsque l'on est une personne racisée, immigrante, réfugiée ou demandeuse d'asile. Nous sommes actuellement à la recherche de témoignages pour cette recherche! Nous avons également élaboré une guide abrégé qui est maintenant traduit en créole haïtien, punjabi, anglais, espagnol et arabe.

Le projet est toujours en cours mais nous souhaitons que les choses changent pour les personnes concernées! L'État n'a pas à s'appuyer sur les groupes en immigration et les groupes de chômeur.euses pour combler son manque d'ouverture et de services.



LUTTONS CONTRE LES PRÉJUGÉS À L'ÉGARD DES CHÔMEURS ET DES CHÔMEUSES



EN FAIT

Si le chômage touche parfois davantage les personnes racialisées, c'est parce qu'ils et elles occupent en plus grande proportion des emplois précaires (temporaires, saisonniers ou à temps partiel). Aussi, ils et elles sont plus souvent la cible de discriminations au travail ou au moment de présenter une demande d'emploi ou d'avancement.

REVENDEICATION

ÉTABLIR UN TAUX DE PRESTATIONS D'AU MOINS 70 %

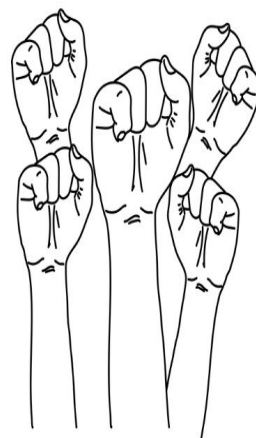
Cette mesure serait bénéfique pour toutes les personnes en situation de pauvreté... une situation dans laquelle les personnes racialisées sont surreprésentées.



La conférence pancanadienne d'urgence

Ripostons aux coupures - Montréal: 19-20-21 janvier 1996

Le présent texte est constitué d'extraits d'un manuscrit de Mathieu Thériault encore inédit à ce jour et intitulé: « Petite histoire du Comité des Sans-emploi Montréal-Centre (CSE), 20 ans de mauvais coups de luttes politiques pour la justice sociale ». Nous le remercions de nous avoir permis de nous servir de son manuscrit. Nous poursuivons donc cette histoire mouvementée d'une partie de la lutte des sans-emploi à Montréal dans les années 1990 avec un retour sur la Conférence pancanadienne d'urgence « Ripostons aux coupures » de 1996 qui allait paver la voie à la réunion du Mac de Montréal et du CCEM.



En mai 1993, une rencontre nationale avait lancé l'ambitieux projet d'unifier les luttes nord-américaines des sans-emploi. Le Comité des sans-emploi, le RCCQ (Regroupement des chômeuses et chômeurs du Québec) et l'OCAP (Ontario Coalition Against Poverty) lancent un appel pour une vaste conférence d'urgence pan-canadienne de riposte aux coupures. À cette époque, un fort sentiment d'urgence anime toujours les militants et militantes actives dans le CSE et dans le RCCQ.

Après la valse des coupures fédérales de la réforme Axworthy, c'est maintenant le gouvernement provincial du Parti Québécois qui applique la logique néolibérale de rationalisation et de coupures tous azimuts dans ses budgets. La différence notable cette fois, c'est qu'au lieu d'ouvrir la machine de la mobilisation, les groupes communautaires et les syndicats ouvriers font tout pour étouffer les initiatives de luttes et cherchent à se concerter avec les responsables péquistes engagés à leurs yeux sur « la mauvaise voie du néolibéralisme » et qu'il s'agirait par conséquent de ramener à la raison de la social-démocratie à la sauce québécoise. Cette dynamique politique peut-être plus difficile à saisir aujourd'hui alors que la question nationale est loin de mobiliser les militants de gauche, qu'ils soient étudiants, communautaires, syndicaux ou féministes. Au début des années '90 pourtant,

être à gauche sans être nationaliste et en attente du « pays » était une position pour le moins minoritaire, pour ne pas dire méprisable aux yeux de plusieurs.

Ainsi, le « Rest Of Canada » était toujours vu comme « le pays étranger », pour ne pas dire ennemi. Ainsi, d'envisager une campagne de mobilisation pancanadienne des pauvres, des prolétaires et des excluEs avait quelque chose de pratiquement hérétique. Par le fait même, se sentant de plus en plus isolés dans leurs milieux respectifs, le CSE, le RCCQ et l'OCAP tenteront une ultime tentative pour tirer le mouvement social en dehors des sentiers de la concertation, du nationalisme, de l'à-plat-ventrisme et du réformisme. Le but de la « Conférence pan-canadienne d'urgence : Ripostons aux coupures » est donc de rassembler tout ce que le Canada compte de groupes militantEs (incluant communautaires et syndicaux) et de groupes de gauche pour relancer une lutte populaire plus radicale face aux attaques anti-sociales de la bourgeoisie. La préparation de la conférence sera à la mesure de leurs ambitions. Une 3e édition du journal de « La Campagne unifiée des sans-emploi » sera éditée à près de 50 000 copies pour l'occasion.

Un document préparatoire de 32 pages, probablement l'apport théorique le plus important jamais produit par le CSE et le RCCQ, est rendu disponible pour les participants.

Entre autres choses, on y retrouve une présentation du panel et de la situation internationale, un texte sur les sans-emploi et les programmes sociaux du Comité Chômage Haut-Richelieu, un rapport sur la situation au Canada anglais et en Ontario ainsi que bon nombre de données sur le régime d'assurance-chômage. Un militant du CSE ira en Europe afin de rencontrer différents groupes qui prendront finalement la parole lors de la conférence.

En bout de ligne, des militants d'Irlande, de Suède, de France et d'Angleterre seront parmi les panélistes invités lors des 19, 20 et 21 janvier 1996.

Malgré la mauvaise réputation du CSE, du RRCQ et l'OCAP dans plusieurs milieux de la gauche réformiste, mais aussi dans une certaine section du mouvement étudiant radical, la participation à la conférence est un véritable succès d'estime. Tout au long de la fin de semaine, la grande salle du Comité social centre-sud au 1710 Beaudry sera pleine de monde en provenance de tout le Québec, mais aussi de tout le Canada. À elle seule, l'OCAP mobilise deux autobus de délégués. Plus de 400 délégués inscrits, on estime à plus de 500 personnes la participation à un moment ou un autre de la conférence. Il

aura fallu organiser toute une logistique pour accueillir les délégués de l'extérieur comme des dortoirs au Comité social, des services pour les repas, des lunches etc.

C'est d'ailleurs à cette occasion que des militants salariés du MAC de Montréal vont se joindre, à titre individuel, à l'organisation de la conférence et nouer des liens avec d'autres militantEs du RCCQ. Nous avons donc à cette occasion dépasser nos divergences passées et ouvert un passage pour une collaboration plus étroite de nos deux mouvements.

Malheureusement, la participation sera probablement le seul véritable succès de l'événement. Bien que toute l'affaire ait été préparée de longue date, un sentiment d'improvisation et de désorganisation était perceptible par les participants, malgré le fait que ces derniers soient séparés en ateliers thématiques : mouvement ouvrier, éducation et programmes sociaux. Le contenu, à n'en pas douter, était trop ambitieux et rassemblait trop de monde provenant de trop d'organisations différentes. C'est comme si, à travers toute la planification de l'événement, personne ne s'était jamais arrêté pour constater qu'il est beaucoup plus facile de rassembler toute l'extrême-gauche dans un même lieu

Les chômeurs se mobilisent contre les réformes de l'assurance-chômage et de l'aide sociale 05-12-95

GEORGES LAMON

■ La révolte des sans-emploi, déjà en marche en Ontario, s'étendra au Québec au cours des prochaines semaines. Les gouvernements fédéral et provincial devront donc affronter manifestations de solidarité, grèves et autres actions contre la réforme de l'assurance-chômage du ministre Lloyd Axworthy et celle de l'aide sociale de la ministre Jeanne Blackburn.

Considérant que l'assurance-emploi pronée par la réforme Axworthy n'est en fait qu'une « assurance-misère », le Regroupement des chômeuses et chômeurs du Québec entend bien riposter à cette attaque concertée. Il lance un appel à la mobilisation générale contre ce qu'il appelle « tous les projets d'ap-

pauvrissement venant de Québec, de Toronto ou d'Ottawa ».

En conférence de presse, hier, à Montréal, trois porte-parole de comités d'action-chômage, Dominique Morissette, Josette Côté et Jean Ayotte, ont insisté sur le fait que la seule manière de stopper l'adoption de ce projet est une mobilisation générale. On rêve également d'une grève générale comparable à celle déclenchée en France, mais on doute fort qu'elle puisse se concrétiser.

Cette mobilisation générale, qui a adopté comme slogan « Ripostons aux coupures », se fera d'abord le 19 décembre.

Premier pas

« Un premier pas vers la riposte » sera organisé au métro Square-Victoria, dans le Vieux-

Montréal, par le Comité des sans-emploi Montréal-Centre. Par ailleurs, une conférence pancanadienne d'urgence se déroulera à Montréal les 19, 20 et 21 janvier. Y participeront des représentants d'organismes venus de Suède, des États-Unis, de France et du Canada, car le malaise est mondial.

Le gouvernement du Québec, notamment la ministre de la Sécurité du revenu et responsable de l'aide sociale, Jeanne Blackburn, n'est pas épargné. Le regroupement lui reproche de vouloir imposer des « camps de travail forcé » avec la loi 37 pour avoir droit ensuite à « quelques sous pour survivre ».

Selon Dominique Morissette, du Comité chômage Sud-Ouest, la réforme proposée par M. Axworthy ne fera qu'accroître la misère qui ne fait déjà que s'amplifier. Elle ne sera bénéfique qu'aux employeurs, qui en profiteront pour réviser les salaires à la baisse.

« Les travailleurs à temps partiel et surtout les nouveaux arrivants sur le marché du travail

seront les plus pénalisés, note-t-elle. Ils devront travailler six mois et demi à 35 heures par semaine pour se qualifier et bénéficier de l'assurance-emploi. Bref, les chômeurs devront travailler plus pour toucher moins. »

Une horreur

Josette Côté, du Comité des sans-emploi de Montréal-Centre, considère que les mesures prises par les gouvernements sont une « horreur ».

« Partout, on met la hache dans les revenus des gens, on est en train de réduire de façon dramatique leur niveau de vie, a-t-elle déploré. On ne peut qualifier cela d'assurance-chômage ou emploi. Les perspectives qu'offre le gouvernement, c'est une descente lente aux enfers. Nous allons exiger qu'on s'occupe des gens avant tout et nous organiser en ce sens.

« Ce n'est pas vrai qu'on se laissera imposer des dictats des milieux financiers. S'il faut forcer les choses pour que ça change, on va les forcer », a-t-elle conclu.



LE 12. ON MARCHÉ, MAIS LE 13... FAUT CONTINUER!

Nous sommes tous et toutes ici pour s'opposer à la réforme des programmes sociaux, comme il y a deux ans. Le 7 février 1993, nous étions 50,000 à dire la même chose dans une manifestation malheureusement sans lendemain.

Cela ne doit pas se reproduire! A partir d'aujourd'hui, il nous faut prendre appui sur cette importante mobilisation pour organiser une vraie riposte à l'État et à ses politiques d'appauvrissement.

Une vraie riposte, c'est une riposte autonome qui ne fait confiance, ni aux partis, ni aux politiciens et aux politiciennes. C'est une riposte qui mise sur la mobilisation sociale pour faire échec à notre pauvreté grandissante. Pas besoin d'être devin pour connaître notre avenir. Aujourd'hui la réforme Axworthy et le budget Martin; demain ce sera la réforme Parizeau et le budget Le Hir. C'est du pareil au même, des coupures encore des coupures. C'est comme les promesses toujours trahies, ainsi la ministre péquiste Blackburn qui vient de confirmer l'intention de son gouvernement de maintenir l'odieuse loi 37 et ses boubou-

C'est dans cette optique que les membres du Regroupement des chômeuses et chômeurs marchent à vos côtés...
Syndicats, groupes populaires, individus-e-s: contribuez à notre fonds de lutte en faisant parvenir vos dons à:

REGROUPEMENT DES CHÔMEUSES ET CHÔMEURS DU QUÉBEC
 4190 NOTRE-DAME OUEST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H4C 1J4

Comité Chômeurs Sud-Ouest de Montréal 923-5915	Comité des Sans-Emploi Montréal-Centre 596-7094	Comité Chômeurs de l'Est de Montréal 521-3283	Comité Chômeurs du Haut-Richelieu 359-5826	Regroupement des Chômeurs et Chômeuses de Sorel 743-7822	Mouvements des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie (819) 566-5811
--	---	---	--	--	---

macoutes! Ne laissons pas notre présence ici servir de monnaie d'échange dans une partie douteuse déterminant quelle «juridiction» aura le monopole de décider de nos malheurs.

Plus que du lobby, plus que des alliances et de la concertation, les mois à venir exigent un véritable exercice de solidarité. Travailleuses et travailleurs organisés ou non, sans-emploi, étudiants et étudiantes doivent poursuivre et accentuer une mobilisation populaire contre toutes les réformes, contre tous les empiétements à nos conditions de vie. Aucun moyen de lutte ne doit être écarté, incluant la perspective d'une grève générale sociale. Ce n'est qu'ainsi que nous arriverons à faire reculer Axworthy, Martin et tout le reste du Club des gens riches et célèbres qui ne rêvent qu'à leur succéder.

physique que de tenter d'amener ses différentes composantes à s'entendre sur des projets communs.

Cette conférence donnera quand même des résultats comme la fondation d'un Front Commun avec cinq personnes pour le comité de coordination. Le Front commun signera l'invitation à deux actions dont une manifestation contre une allocution d'un ministre fédéral le 14 février et une autre dans le cadre du 8 mars 1996 au bureau de Louise Harel, Mais il finira par se dissoudre dans un oubli presque complet et les appels pour une deuxième conférence, qui devait avoir lieu en Ontario, afin de poursuivre le travail entamé lors de la première resteront lettre morte. Dans un prochain article, nous continuerons cette chronique des années 90.

L'horloge tourne...

Un an et demi d'attente pour un prestataire

Le système informatique de Service Canada est désuet et le mot est faible. Il sera à jour en 2028 selon nos sources. Honteux... Les délais surréalistes sont là pour encore longtemps. Sans parler de l'excuse parfaite pour retarder la réforme progressiste promises par les Libéraux. Ah oui, c'est depuis 2010 que l'on sait que ledit système s'en va vers l'abîme.

Une audience au Tribunal de la sécurité sociale (TSS) qui se tient au centre de Service Canada dans le complexe Guy-Favreau relève encore de la blague. La tradition se poursuit. C'est le représentant du MAC qui installe les tables, les chaises. Il n'a pas eu a passé la moppe, c'est déjà ça.

« L'insécurité alimentaire s'aggrave de façon «dramatique» au Québec au moment où les banques alimentaires connaissent un achalandage sans précédent, prévient le directeur général des Banques alimentaires

du Québec (BAQ), Martin Munger.» (La Presse canadienne)

Dans le domaine des certitudes : concernant l'épouvantable crise du logement, la CAQ et le gouvernement fédéral s'en foutent royalement. Y a-t-il un avenir pour l'industrie de la tente au Canada. On aura droit à un rabais sur les sacs de couchage ?



Le conseil des appels...

...une vraie joke!



Dans le numéro précédent de «Nos droits, nos Luttés» au printemps 2023 nous écrivions dans un excès d'optimisme : « Cela fait des années qu'on réclame un nouveau tribunal juste et accessible pour les sans-emploi contestant une décision de la Commission d'assurance-emploi. Il semble qu'on lui verra finalement le

bout du nez en janvier 2024 sous le nom de Conseil d'appel de l'assurance-emploi. Il remplacera la section assurance-emploi de la division générale du Tribunal de la sécurité sociale...On vous tient au courant des développements !»

Ha ha ! il est où ce fameux Conseil d'appel de l'assurance-emploi en ce printemps 2024?

Nada, il est toujours dans les limbes gouvernementaux bloqué par la haute bureaucratie et l'incurie du parti Libéral au pouvoir soutenu par les dits progressistes du NPD toujours absents pour défendre les chômeurs et chômeuses autrement que par de creuses déclarations. Un assurance-dentaire c'est bien mais une assurance-chômage juste et universel c'est important aussi.

Selon nos sources, les hauts fonctionnaires en charge du dossier freinent la mise en place du Conseil des appels comme c'est souvent le cas. Surtout lorsque l'on apprend que c'est Paul Tompson nommé sous-ministre de l'Emploi et du Développement social le 18 septembre 2023 qui semble piloter ce dossier. Rappelons que ce haut fonctionnaire a été selon nos sources, celui qui a procédé au démantèlement des conseils arbitraux et le mise en place du TSS. On ne se surprend donc pas que ça n'avance pas vite avec ce genre de fonctionnaire.



LUTTONS CONTRE LES PRÉJUGÉS À L'ÉGARD DES CHÔMEURS ET DES CHÔMEUSES



FAUT LE VOULOIR QUAND MÊME... ÊTRE EN CHÔMAGE EN PLEINE PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE!

EN FAIT

La pénurie de main-d'œuvre ne touche que certains secteurs d'emplois très spécifiques et correspond rarement, voire jamais, à une crise généralisée à l'ensemble de l'économie.

REVENDEICATION

ÉTABLIR UN PLANCHER MINIMUM DE 35 SEMAINES DE PRESTATIONS

Tous les travailleurs et toutes les travailleuses ont le droit de bénéficier d'une période adéquate pour se chercher un emploi convenable.

Pousse, mais poussettes égales

Mettons fin à la discrimination envers les femmes!



Depuis 2018, le MAC représente 6 femmes qui contestent les dispositions sexistes de la Loi d'Assurance-Emploi. En effet, les femmes qui se perdent leur emploi pendant ou trop peu de temps après un congé de maternité se retrouve exclu du bénéfice des prestations régulières! Un vrai scandale!

L'audience a la division générale du Tribunal de la Sécurité Social a eu lieu en octobre 2020. Près d'un an et demi plus tard, la décision a été rendu le 10 janvier 2022. Une victoire! On affirmait que la loi du l'Assurance-Emploi était bel et bien discriminatoire. À ce moment-là, l'équipe du MAC de Montréal a rencontré les élu.es pour leur demander de ne pas aller en appel de cette décision et, surtout, de changer la loi! Ils et elles n'ont rien voulu savoir!

La Commission d'Assurance-Emploi a porté en appel la décision et on a dû retourner devant le tribunal en mars 2023. Et là, on a perdu! En janvier 2024, on a reçu une décision qui affirmait qu'il y avait bel et bien une distinction pour les femmes, mais que ce n'était pas de la discrimination. On était en beau joulvère! On n'était pas les seul.es! Si bien que L'Honorable Randy Boissonneault, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, a été pas mal questionné au forum de l'Assurance-Emploi le 1er février

à ce sujet. Il a répondu que son gouvernement ne ferait rien tant que la cause était devant les tribunaux! Quelle honte!

Il n'en a pas fallu plus pour que l'équipe du MAC de Montréal, soutenu par l'équipe du cabinet Melançon Marceau Grenier Cohen, dépose un appel à la cour d'appel fédéral. On va se battre jusqu'à la cour suprême. Le sexisme envers les mères, ce n'est pas un projet de société pour nous!

En plus de ça, l'équipe du Mac de Montréal a lancé une campagne politique, Pousse mais poussettes égales, pour interpeller les élu.es tout au long de l'année! Que le gouvernement féministe de Trudeau arrête d'exagérer! Qui pousse, mais qui pousse égal! On a fini de demander gentiment que les chômeuses arrêtent d'être discriminées parce qu'elles sont mères. On va déranger les élue.s tout au long de l'année. C'est 3000 femmes par année au Canada qui vivent cette injustice. C'est assez!

Joignez-vous dans cette lutte! On veut invite à suivre notre page Facebook, à adhérer à notre groupe Facebook pour toutes les informations sur le sujet et à signer la pétition que nous mettrons en ligne prochainement!

Seule la lutte paie, à bas le sexisme!

Avis du tribunal

L'exploitation du travailleur immigrant



Arun est un travailleur de 68 ans originaire du Cambodge. Depuis 20 ans, il est concierge-plongeur dans un restaurant. Ses conditions de travail sont terribles, l'employeur est colérique, les accidents de travail sont nombreux et jamais dédommagés (brûlures, cuisine minuscule et non-adaptée, maladies professionnels, etc.), tandis que les heures supplémentaires et les congés ne sont pas payés correctement.

Chaque année depuis 20 ans, Arun part un mois au Cambodge, ce qui est accepté par le patron, également d'origine cambodgienne, comme tous ses employés. Cette année, en revenant de son séjour à Phnom Penh, il se présente au restaurant et apprend qu'il n'y travaille plus. Le patron est hors de lui, car la fille d'Arun a dénoncé les conditions de travail au restaurant sur les réseaux sociaux et parlé d'esclavage moderne.

Arun comprend qu'il est congédié. Sans revenu, difficilement employable, Arun fait une demande d'assurance-chômage. Son ancien patron écrit dans le relevé d'emploi qu'Arun a démissionné, car il est parti sans sa permission au Cambodge. Arun tente de s'expliquer, mais peine y arriver, ne parlant que khmer et étant analphabète, toute langue confondue. La Commission d'assurance-

emploi ne comprend pas ce qu'il dit, décide de croire le patron sur parole et refuse la demande pour cause de départ volontaire non-justifié.

En révision administrative, Arun n'a toujours pas accès à un.e interprète et demande de l'aide à une voisine qui l'aide de son mieux, mais n'y comprend pas grand chose. La Commission confirme sa décision et Arun continue de vivre sans le sou. Il cogne finalement à la porte du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) Iwc-Cti, qui contacte à son tour le MAC de Montréal. Ensemble, nous préparons le dossier à l'aide d'un interprète khmer-anglais qui s'implique au CTI. Le tribunal fournit également un interprète lors de l'audience. 7 mois après sa perte d'emploi, Arun peut enfin s'exprimer clairement et raconter son histoire à quelqu'un qui l'écoute et lui accorde de la crédibilité. Et il gagne sa cause ! Trop tard pour éviter un endettement profond et des mois de vache maigre, mais juste à temps pour éviter d'être évincé de son logement pour non-paiement du loyer.

La morale de l'histoire : la Commission n'accorde pas de crédibilité aux travailleurs.es, encore moins aux immigrant.es allophones. Défendez vos droits !

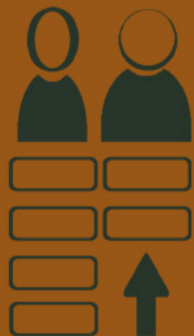


ÉCOEURÉES
D'ÊTRE
MÉPRISÉES



ENSEMBLE
VERS LA
GRÈVE
SOCIALE

29 avril au 3 mai 2024



ÉQUITÉ SYSTÉMIQUE



STATUT



REVENU



LOGEMENT



SERVICES PUBLICS

grevesociale.com